

Quel pays pour demain? Il va falloir éviter d'utiliser le citoyen

Le Soir- Béatrice Delvaux - 26/04/2022

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lesoir.be/438285/article/2022-04-26/quel-pays-pour-demain-il-va-falloir-eviter-dutiliser-le-citoyen>

L'intention de départ suscite ainsi le doute : la Vivaldi a eu recours à cette consultation citoyenne pour faire de l'institutionnel sans en faire.

Au chapitre « réforme de l'Etat » de son histoire, la Belgique a beaucoup pratiqué, négocié, décidé mais n'avait jamais jusqu'à présent joué la carte « citoyen ». Celui-ci subissait en général la succession des réformes institutionnelles sans qu'on lui demande son avis, si ce n'est très indirectement via les élections ou très partiellement et superficiellement via des sondages.

C'est aujourd'hui chose faite. « Quelle serait la structure idéale pour votre pays pour demain ? Que proposez-vous ? Pouvez-vous expliquer votre réponse, pourquoi pensez-vous que c'est une bonne proposition ? » : tous les Belges de plus de 16 ans pourront répondre à cette question « fondatrice » comme à bon nombre d'autres en adressant leurs suggestions et bonnes idées à ceux qui sont au pouvoir.

Au moment où – regardez vers la France – le rejet du politique et le fossé entre les citoyens et les dirigeants ne font que s'accroître, il serait extrêmement malvenu de descendre cette « première » citoyenne. La consultation du site « un pays pour demain » dégage d'ailleurs au premier abord un sentiment d'implication et d'attention suffisamment rare pour être remarqué.

Mais l'exercice proposé par la Vivaldi présente d'emblée des limites évidentes, dont les experts qui accompagnent le processus vont devoir démontrer au final qu'elles ne vident pas *de facto* l'objectif visé de sa substance.

L'intention de départ suscite ainsi le doute : la Vivaldi a eu recours à cette consultation citoyenne pour faire de l'institutionnel sans en faire. Il faudra donc démontrer que ce questionnaire n'est pas qu'un paravent et le citoyen, le jouet d'une manœuvre tactique politicienne.

L'instrument utilisé pose aussi question : le site « mon pays pour demain » est très intéressant à consulter et pourrait servir de base presque ludique d'initiation citoyenne au fonctionnement belge. Difficile cependant pour des pans entiers de la population de se retrouver, en tout cas non accompagnés, dans ce labyrinthe balisé mais toujours touffu et complexe, d'autant que les questions posées appellent des réponses élaborées. C'est la Belgique, direz-vous. Certes, mais comment éviter que la barrière intellectuelle à l'entrée n'exclue *de facto* nombre de participants ? Comment empêcher aussi la manipulation des réponses par des partis ou des

associations visant à ce que cette consultation des « gens » serve leurs buts institutionnels ?

Enfin si le questionnaire suscite un réel engouement populaire, comment donner une suite réelle aux réponses non contraignantes, et éviter le désenchantement accru et amer des citoyens s'ils doivent constater qu'*in fine*, la réforme de l'Etat se fera entre quelques responsables politiques et uniquement arbitrée par les rapports de force entre partis. À l'ancienne.